

## **Intervention de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en France, Nikolaus Meyer-Landrut**

Vendredi 31 mars 2017

Monsieur le Ministre, cher Harlem, Monsieur le Député, Mesdames et Messieurs, que me reste-t-il à dire après cette introduction ? C'est toujours difficile d'être le deuxième, car il y a beaucoup de choses que je partage avec l'analyse faite juste à l'instant.

Je vais néanmoins essayer, en trois points, de dire quelque chose sur pourquoi je continue à penser que le travail que vous faites est très important. Deuxièmement, quelques mots sur l'état de l'Union de mon point de vue – peut-être de manière un peu plus large, pas seulement centré sur la question économique – et puis, quelques réflexions qui sont plus des interrogations vous concernant au sujet de cet après-midi et de demain sur les questions économiques.

Pour la troisième séance de ce « Think tanks tandem », je pense que c'est effectivement très important, et je le dis avec d'autant plus de force que pour l'Allemagne, la France est et restera le premier partenaire en Europe et dans le monde. Nous l'avons encore vu hier avec la visite du nouveau président allemand Frank-Walter Steinmeier qui est venu, pour son premier déplacement à Paris, rencontrer le Président de la République qui lui-même a pris le temps, après un long voyage à l'étranger, de le recevoir tôt dans ses fonctions, et c'est important pour nous de montrer cette relation. Le rôle-clé de nos deux pays est sans aucun doute dans nos esprits, et je dirais même le rôle-clé, au-delà de la technique, pour contribuer à la promotion de l'esprit européen. Nous avons aussi besoin de la promotion de l'esprit européen, et pas seulement des questions techniques. Et là aussi, la société civile doit être un acteur principal. Tout échange entre vous, tout échange intensif, fait avancer toutes ces choses.

Les deux premières réunions ont été rappelées par Gilles Finchelstein et Harlem Désir, donc je n'y reviens pas. Pour ce week-end, vous avez choisi la politique économique de l'Union européenne, monétaire et peut-être aussi le Brexit, perspective de relance de la croissance. J'avoue, ce sont des sujets larges, sur lesquels il y a des débats et c'est peut-être aussi ça qu'on peut un peu mieux mesurer votre travail. Il y a aussi des débats à l'intérieur de nos pays. Les débats ne sont pas France-Allemagne, ou d'un gouvernement à l'autre, mais il y a aussi à l'intérieur des pays la réflexion sur quelles sont les meilleures réponses. C'est peut-être particulièrement vrai en période électorale, mais c'est vrai au-delà.

Quelques mots rapides sur la situation actuelle de l'Europe. Là aussi, beaucoup de choses ont déjà été dites. Nous sommes devant de multiples défis : géopolitique, menace terroriste, pression migratoire, arrivée de réfugiés – je mentionne toujours les deux car ce n'est pas exactement la même chose et la différenciation est importante –, mais aussi les discours parfois trop simplificateurs de certains, mais aussi les évolutions économiques parfois divergentes entre nos pays.

Harlem, tu as parlé d'une césure, je trouve que c'est très important, et je parle maintenant souvent d'une période charnière. Les mots veulent dire quelque chose. Si on parle de crise, on peut penser qu'après la crise, on reviendra au *statu quo ante*, mais on ne reviendra pas au *statu quo ante*.

« Charnière » et « césure » sont, en ce sens, mieux parce que, quand on aura dépassé ces défis, l'Europe ne sera pas exactement la même qu'avant. Mais, ce n'est pas grave. Ce sera peut-être même mieux. Il ne faut pas rentrer dans un débat où on pense qu'il y a quelque chose à surmonter pour retrouver le *statu quo ante* après. Non, cela sera différent. Et justement, c'est cela tout le challenge, si je peux dire, c'est de définir cet « après » que l'on veut et que l'on doit construire ensemble.

Nous avons célébré les soixante ans du Traité de Rome ce qui m'a permis, à plusieurs reprises, ici en France, de revenir sur une chose qui me semble fondamentale. Le Traité de Rome marque en fait une révolution, peut-être la plus grande révolution, dans les relations entre États parce que nous sommes passés d'un système où on règle les choses par la force, et souvent force militaire, à un système où l'on règle les choses dans un cadre juridique de droit commun, et où le droit est plus fort que l'application de la force et où le règlement de contentieux se fait dans des réunions, j'avoue parfois pénibles, j'avoue parfois très lentes, j'avoue parfois avec des résultats que l'on considère médiocres. Mais, on les règle par des réunions et non par des batailles. Si la réunion ne réussit pas, on a toujours une Cour de justice à laquelle on peut s'adresser. Il faut comprendre que le système de relation entre États dans cette Union européenne intégrée est d'une nature complètement différente avec ce qu'on a eu avant. On peut être d'accord ou pas d'accord avec certains résultats, on peut être d'accord ou pas d'accord avec une orientation politique sur le fond, mais s'il vous plaît ne mettez pas en doute la construction dans son originalité, dans sa base, parce que, sinon effectivement, le moment de charnière ne nous amène pas vers un futur meilleur mais vers un passé désastreux. Cela m'est important de souligner ces fondamentaux de la situation dans laquelle on se trouve.

On a vu dans la déclaration de Rome un certain nombre de sujets pour les dix prochaines années qui sont mentionnés, je pense que vous avez tous pris note, je peux vous faire l'économie de la présentation de cette Déclaration. Il y a une chose qui m'a cependant interpellé à titre personnel et qui rentre dans le champ de votre discussion aujourd'hui. On parle des efforts visant à l'achèvement de l'Union économique et monétaire. Je trouve ça courageux de parler d'achèvement. Je pense qu'il y a aura toujours des améliorations à y apporter et de croire qu'un exercice de cette nature sera un jour achevé me paraît, au moins ambitieux, sinon courageux. Je serais déjà content si on était capable de franchir une prochaine étape, une étape importante qui est devant nous.

Avec ces quelques remarques générales, je veux dire deux ou trois choses par rapport au sujet plus précis de la politique économique et monétaire, relance de la croissance économique. Dans les années passées, dans mes différentes fonctions, j'y ai beaucoup réfléchi, beaucoup travaillé, et je dois dire que les réflexions sur ce sujet ne sont jamais abouties. Je suis donc très content d'être ici ce soir, de vous entendre, parce que tout ce qu'on a fait, il faut aussi, intellectuellement, qu'on le digère, qu'on réfléchisse sur ce que ça a apporté et je trouve qu'il y a deux volets d'analyses communes qui sont très importants comme base pour les futures propositions et je suis très curieux de découvrir vos propositions.

Premièrement, qu'est-ce qui nous est arrivé ? Pourquoi la crise de la zone euro s'est-elle déroulée telle qu'elle s'est déroulée, quelles étaient les causes profondes – tu en as mentionné certaines. Evidemment, il y a les questions par rapport au système bancaire, il y a les questions par rapport aux réformes structurelles, dans certains pays, peut-être pas aussi abouties que souhaitées, il y a les questions au niveau européen lui-même – est-ce que les structures étaient suffisamment fortes pour répondre à ce genre de choses ? Quand on regarde les différents pays, le mix des causes était à chaque fois différent, il n'y a pas une seule prédominante et c'est important. Il faut s'entendre pour savoir ce qu'il faut faire pour améliorer.

La deuxième chose, et là aussi la référence a été faite, il faut qu'on évalue un peu les effets des décisions et des pas qui ont été faits dans les deux-trois ans. On a réformé le pacte de stabilité, on l'applique avec les flexibilités. Quelle leçon tire-t-on de cette évolution ? On a vu cinq pays qui ont eu des programmes, on parle très souvent de la Grèce mais cinq pays ont eu à un moment donné un programme : l'Irlande, le Portugal, l'Espagne pour les banques, Chypre et Grèce. Là aussi, il faut regarder les expériences qu'on a fait dans les différents cas pour pouvoir bien mesurer ce qu'il faut faire dans l'avenir mais évidemment, vous le voyez en Allemagne, on a aussi un débat sur les effets de la politique monétaire. La banque est indépendante mais les débats dans les sociétés sur les effets de sa politique sont réels. Cela fait partie des choses qu'il faut garder à l'esprit.

Pour trouver la voie, la voie de l'avenir, je pense qu'il y a deux choses. Il faut trouver le bon équilibre entre responsabilité et solidarité. C'est une manière abstraite et facile à dire et je pense que tout le monde y souscrit. Mais, qu'est-ce qu'on met exactement dans la « responsabilité » et exactement dans la « solidarité » et quel est le niveau d'ambition pour les deux et où est le bon équilibre ? C'est au fond la question clé. J'y ai réfléchi un peu, je ne veux pas vous dire ce que j'en pense, je veux écouter aujourd'hui ce que vous en pensez mais comprenez que pour nous, les deux dimensions ont la même importance et on va avancer dans la construction de cette politique économique et monétaire uniquement si on trouve ensemble un équilibre pour avancer sur les deux. Je suis profondément convaincu que c'est possible mais c'est possible grâce et à l'issue des échanges comme les vôtres aujourd'hui et demain, donc je vous remercie beaucoup pour le travail que vous y investissez. Merci beaucoup.